



VERSION PUBLIQUE

**Discours du
Président de la Confédération suisse
M. Didier Burkhalter
Chef du Département fédéral
des affaires étrangères**

« Des nations réellement unies inspirées par les jeunes et pour les jeunes »

**Discours prononcé lors de la semaine de haut
niveau de la 69^e Assemblée générale des
Nations Unies**

**New York
24 septembre 2014**

Des jeunes, des attentes et un devoir

« Un monde dans lequel les hommes savent résoudre leurs problèmes dans la paix, sans violence ; un monde de liberté et de respect mutuel ; un monde où tous les jeunes ont la perspective d'un travail, qui permet d'avoir une vie heureuse. »

Voilà, par ses propres mots, le monde que souhaite un jeune de mon pays : il s'appelle Damian Vogt. Il représente la jeunesse suisse auprès de l'ONU (Youthrep). Cette semaine, nous travaillons ici, ensemble, pour ce monde-là.

Il y a un peu plus d'un an, une autre jeune personne s'exprimait ici-même, devant cette assemblée du monde. Elle disait: *« I speak – not for myself, but for all girls and boys (...), so that those without a voice can be heard. Those who have fought for their rights: Their right to live in peace. Their right to be treated with dignity. Their right to equality of opportunity. Their right to be educated.»*

Le monde entier se souvient de ces mots de Malala Yousafzai. Le monde entier se souvient de son courage.

Quelle différence de parcours entre Malala et Damian ! Quelle différence entre l'école qui devient un risque de mourir et l'école qui est un droit de vivre mieux. Et pourtant, Malala et Damian, comme des millions d'autres jeunes de la terre, demandent la même chose : la paix, la dignité, la liberté et l'égalité, une formation et un travail.

Les jeunes sont en droit d'attendre de nous tous, les représentants des *Nations*, que nous soyons réellement *unis* à nous engager de toutes nos forces pour remettre demain, dans leurs mains, **une humanité qui rime pleinement avec sécurité, liberté et prospérité.**

Renforcer la sécurité internationale et réformer l'ONU

Il y a un siècle éclatait la Première guerre mondiale, il y a 75 ans la Seconde. Le souvenir de ces cataclysmes oblige l'humanité à agir pour plus de sécurité et de liberté, pour créer les conditions de la prospérité ; pour une *Organisation des Nations* réellement *Unies* efficace et engagée, pour un vrai rendez-vous des Etats au service des peuples, né sur les ruines des conflits mondiaux ; pour favoriser la recherche de solutions communes à nos défis communs ; pour mener le dialogue entre les Nations, indispensable pour éviter le pire et préparer le meilleur.

Au cœur de ces Nations unies, la Suisse veut apporter sa contribution en visant un **double objectif prioritaire : renforcer la sécurité internationale et réformer l'ONU.**

Les défis immenses de la sécurité

En matière de sécurité, les défis sont immenses. Jamais depuis la Seconde guerre mondiale, l'humanité n'a compté autant de personnes déplacées ou exilées: plus de 50 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été arrachés à leur maison. Dans certains pays, près de la moitié de la population a dû se déplacer, déstabilisant des régions entières. Chacune de ces histoires humaines est un drame.

Autre courant dans ce fleuve d'insécurité : 75 millions de jeunes entre 15 et 24 ans, n'ont pas de travail donc de perspectives. Un jeune sur dix dans le monde ; pour certaines régions, un jeune sur deux !

A cela s'ajoutent, dans toujours plus de régions, des vagues prenant d'assaut les règles du droit international, en particulier du droit humanitaire, qui sont ignorées, violées, submergées. C'est une atteinte inacceptable aux acquis que l'humanité a développés sur les ruines de deux conflits mondiaux.

Cette évolution est particulièrement préoccupante au Moyen-Orient, notamment en Syrie et en Irak. La Suisse condamne avec la plus grande fermeté les actes brutaux du groupe qui s'autoproclame « *Etat islamique* » et de ceux qui lui sont associés. Ces groupes nient les droits de l'homme et le droit international humanitaire, ils bafouent la dignité humaine.

Or, l'Islam peut être, et doit être, comme les autres religions, un messenger de paix, d'humanité et de fraternité. Quant aux *Nations*, elles peuvent et doivent être réellement *unies* pour rappeler toujours et partout **la prééminence du droit sur la force.**

En cas de violations graves, il faut enquêter. Les Commissions d'enquête indépendantes du Conseil des droits de l'homme ou d'organisations régionales ont un rôle essentiel, notamment la Commission d'enquête sur la Syrie. Un rôle essentiel pour les victimes et pour l'avenir, pour permettre une véritable réconciliation et une paix durable.

Voilà pourquoi la Suisse, avec une soixantaine d'autres Etats, s'est engagée pour demander au Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale sur la situation en Syrie. Nous nous engageons aussi en augmentant notre aide humanitaire dans la région.

La Suisse appelle l'Etat irakien à garantir que les responsabilités soient établies s'agissant des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Elle se joint à l'invitation faite à l'Irak par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme d'adhérer au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Pour construire la paix de manière durable, il faut s'attaquer aux causes des conflits. Le défi que représente l'« *Etat islamique* » autoproclamé ne pourra être relevé dans la région que si la crise en Syrie est traitée dans son intégralité. La Suisse appelle les parties à revenir à la table des négociations et à travailler à une solution politique au conflit syrien.

Quant à tous les extrémismes qui peuvent aboutir à des actes terroristes, il s'agit aussi de se préoccuper de leurs causes, de montrer aux jeunes que la violence n'est pas une perspective d'avenir. La création à Genève du Fonds mondial destiné à renforcer l'engagement et la résilience communautaire (GCERF) est un pas important dans ce sens. Le Fonds soutiendra des projets d'organisations locales pour renforcer l'éducation, l'engagement civique, les droits des femmes, pour renforcer la capacité des communautés locales à proposer des alternatives à l'extrémisme violent.

Les crises multiples et leurs réponses

La terre en 2014 voit des crises multiples et diverses se conjuguer. Au proche Orient, dans le Maghreb, en Afrique ; en Europe aussi, où la guerre est revenue cette année, avec la crise ukrainienne. Une situation qui affaiblit la sécurité de tout le continent.

La violation des principes d'Helsinki et du droit international, qu'ils s'agisse d'une annexion illégale de territoire, comme celui de la Crimée par la Russie, ou d'incursions militaires dans l'Est de l'Ukraine, impliquent une réponse ferme de la Communauté internationale.

Mais une telle réponse doit aussi rester pondérée et laisser place au dialogue et à une approche coopérative afin de discuter ouvertement des divergences. Se contenter d'isoler la Russie du reste de l'Europe ne résoudrait aucun problème et en créerait de nouveaux, en Europe et au-delà.

La stabilité pourra revenir en Ukraine et en Europe si nous parvenons à résoudre cette crise *avec* la Russie – pas *contre* elle ; et cette stabilité sera d'autant plus durable si l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) - que la Suisse préside cette année - parvient à reconsolider les bases de la sécurité coopérative entre les régions euro-atlantique et eurasiennne.

En tant que présidence suisse de l'OSCE, nous soutenons pleinement le travail indispensable du groupe de contact avec l'Ukraine et la Russie ; nous prenons les mesures pour accroître les moyens de la mission spéciale d'observation civile, ce qui implique un soutien renforcé des Etats participants ; et nous saluons la bonne collaboration avec les Nations Unies.

La Suisse et la prévention des conflits

Dans ce monde instable, les *Nations* doivent être réellement *unies* dans leur volonté d'agir. La Suisse s'engage pour plus de sécurité, en œuvrant en priorité là où elle peut apporter le plus : **la prévention des conflits.**

Pour prévenir la violence, il faut d'abord une **bonne formation pour tous**, des opportunités pour chaque jeune être humain. "We want schools and education for every child's bright future" dit Malala. Nous saluons l'initiative mondiale du Secrétaire général en faveur de « l'éducation avant tout » : les *Nations* doivent être *unies* en faveur de la formation. La Suisse promeut l'éducation massive en ligne libre (CMELL) et veut développer l'apprentissage dual, en école et en entreprise, qui ouvre la porte aux métiers et implique un engagement commun de l'Etat et des partenaires sociaux.

Pour prévenir les tensions, il faut ensuite savoir **donner une voix à tous, intégrer**. Au cœur de l'histoire de la Suisse et du secret de sa stabilité séculaire, on trouve le **partage du pouvoir, un dialogue direct avec les minorités, des compétences réparties** entre le centre et les régions. Plus de consultations pour moins de confrontations.

Pour prévenir et gérer les tensions, nous devons renforcer les **capacités de médiation** de l'ONU et des organisations régionales de sécurité, en particulier de la plus grande d'entre elles, l'OSCE.

Nous devons aussi mettre en commun ces capacités et ces forces respectives, coopérer pour la paix. Les crises, les tensions et les guerres reposent aussi sur des opportunités non saisies et des dialogues manqués.

La Suisse a décidé d'intensifier sa **coopération internationale dans le développement et l'humanitaire** : nous y consacrerons, l'an prochain, des moyens équivalant à 0,5% du revenu national brut. En d'autres termes, pour aider les plus pauvres de notre planète, nous consacrons un peu plus d'un dollar par jour et par habitant de mon pays.

Le **processus post-2015** nous offre une occasion unique d'agir, ensemble, pour transformer les défis du monde en opportunités. Il doit y avoir un seul agenda de développement durable universel, avec des objectifs communs clairs et mesurables. Et nous devons tous agir pour qu'on les atteigne vraiment.

Si toutes nos *Nations* sont réellement *unies*, nous pouvons faire en sorte que plus personne dans le monde ne vive à l'avenir dénué de tout.

Nous pouvons faire en sorte que la création d'emploi et de richesse, et donc les entreprises, développent les Droits de l'homme et respectent les ressources limitées de notre terre.

L'agenda post-2015 est une clé pour mieux maîtriser le destin de notre planète et de ses générations d'habitants.

La Suisse et l'urgence des crises

Aujourd'hui, il est des crises qui ne peuvent pas attendre les discussions sur un agenda, aussi durable soit-il.

Ainsi, comme d'autres, la Suisse a décidé d'augmenter son **engagement humanitaire dans la lutte contre l'horreur d'Ebola**. Des centres de recherche cliniques basés en Suisse, parmi les meilleurs au monde, sont par ailleurs disposés à travailler au déploiement de tests cliniques pour les vaccins dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS) souhaite accélérer le développement.

De même, nous devons tout faire, chaque jour, pour protéger la jeunesse des horreurs de la guerre. La place des enfants et des jeunes est à l'école et dans leur famille, pas sur les champs de batailles. Là encore, toutes nos Nations devraient être réellement unies pour agir, car des enfants sont bien trop souvent victimes ou même acteurs des conflits. Des enfants, auxquels on enlève leur droit d'être, tout simplement, des enfants.

La Suisse intensifie son action pour la protection et la santé des femmes, en particulier des jeunes filles, notamment en matière sexuelle. Elle lance aussi un plan d'action pour lutter contre l'engagement des jeunes dans les conflits et le phénomène des enfants-soldats.

L'ONU à l'écoute et au service des peuples

Pour relever tous ces défis, nous avons besoin de la volonté commune de Nations unies, mais aussi d'une organisation qui fonctionne de manière efficace, transparente et démocratique.

« *Nous, les Peuples des Nations Unies* » : la Charte débute par ces mots ; elle nous rappelle que l'ONU, pour être au service de ses buts, doit être d'abord à l'écoute et au service des peuples.

Concrètement, il faut développer les organes consacrés à la **prévention des conflits**. La Suisse salue l'initiative du Secrétaire général pour renforcer l'engagement des Nations Unies pour les droits de l'homme, en particulier dans les régions sensibles. Au nom de 55 Etats, mon pays a lancé un appel pour allouer davantage de fonds à ces activités.

Il faut aussi renforcer les **missions politiques spéciales** de l'ONU pour la prévention des conflits et l'activité de la **Commission de consolidation de la paix**.

L'énergie des Nations unies doit être entièrement mise au service du travail sur le terrain, pour les peuples ; et non se perdre dans les méandres administratifs. C'est pourquoi, avec huit autres Etats, la Suisse a mandaté un groupe d'experts pour formuler des recommandations de **réforme des processus de planification et du budget**.

Enfin, la force de l'ONU face aux défis du monde se joue aussi dans sa légitimité, sa capacité à être transparente et inclusive, également au Conseil de sécurité.

Nous estimons que les membres permanents ne devraient pas bloquer avec un veto les actions visant à prévenir ou faire cesser les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. La Suisse salue l'initiative de la France pour un accord volontaire des cinq membres permanents du Conseil de sécurité afin **d'encadrer le veto en cas d'atrocités de masse**.

La Suisse, Genève et le droit humanitaire

Un jour par le passé, un jeune homme qui traversait le nord de l'Italie a été horrifié par les souffrances sur les champs de batailles entre puissances européennes. C'était à Solferino, en 1859.

Ce jeune homme s'appelait Henry Dunant. Il a soigné les soldats, avec l'aide des femmes de la région. Puis, de retour chez lui à Genève, il s'est engagé corps et âme pour sensibiliser le monde à ce drame.

Grâce à son engagement est né le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Et grâce à son insistance a été signée, voici exactement 150 ans la première Convention de Genève, du 22 août 1864.

Dans ce document, reproduction de l'original conservé à Genève - que je remettrai dans quelques instants au président de l'Assemblée générale - les Etats s'engageaient pour la première fois à secourir et protéger les soldats blessés. Chaque Etat se donnait le devoir de *respecter et faire respecter* ces principes d'humanité. Le droit international humanitaire était né.

Or, aujourd'hui, 150 ans plus tard, le droit international humanitaire est trop souvent ignoré, violé, délibérément bafoué. La Suisse et le CICR ont été mandatés lors de la dernière Conférence de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de consulter les Etats et d'émettre des recommandations. Nous présenterons l'an prochain, en vue de la prochaine Conférence, nos conclusions et une initiative concrète afin de renforcer le respect du droit humanitaire. Il s'agira de mettre en place des mécanismes communs et un forum institutionnel qui soient spécifiques au droit humanitaire et qui permettent d'œuvrer ensemble à renforcer son respect.

Depuis 150 ans, non seulement les Conventions mais aussi l'esprit de Genève rayonnent dans le monde comme un phare, lieu de paix et de résolution des conflits ; lieu de l'humanitaire et lieu pour l'humanité.

Genève est un don pour la Suisse et pour le monde, que nous voulons encore renforcer pour apporter des solutions utiles à l'humanité, en réunissant les Nations dans le dialogue. La Suisse veut agir pour consolider les structures présentes à Genève et favoriser la mise en réseau des nombreuses compétences qui s'y trouvent réunies.

Réaliser ensemble le rêve des jeunes

Comme Malala et Damian aujourd'hui, Henry Dunant rêvait il y a un siècle et demi de paix, de liberté, de prospérité pour le monde.

Son histoire, celle de la Croix-Rouge et des Conventions de Genève est un message d'engagement pour tous les jeunes de la terre: **l'action de chacun d'entre nous peut faire la différence !**

Dans quelques jours, la Suisse rebaptisera l'un des plus hauts sommets des Alpes, à 4632 mètres, il portera à l'avenir le nom de « pointe Dunant ». Henry Dunant, qui reçut le premier Prix Nobel de la paix, rejoindra ainsi les sommets de l'Europe.

Mais il ne suffit pas de renommer les montagnes. Ici, où les Nations se rassemblent, nous pouvons *déplacer des montagnes*. Pour autant que nous nous soyons unis pour travailler ensemble à réaliser le rêve de Malala, celui de Damian, celui de tous les jeunes de la terre.

Nous leur *devons* un monde meilleur. Nous *pouvons* construire ce monde ensemble, si nous *voulons* agir comme des *Nations* réellement *unies*, dans le dialogue et dans l'action.

Des *Nations unies* dont les gouvernements trouvent leur force par le peuple et pour le peuple ; des *Nations unies* qui trouvent leur inspiration par la jeunesse et pour la jeunesse.